

Mairie de TAUVES

**NON OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE
DELIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

N° DP 063 426 26 00004

Demande déposée le 04/02/2026

Par :	VERTUHOME - HADJADJ Jérémie
Demeurant à :	3 , quai Bir Hakeim 94410 ST MAURICE
Sur un terrain sis à :	les cotes 63690 TAUVES Référence(s) cadastrale(s) : 426 B 1033 Superficie du terrain : 1581 m²
Nature des Travaux :	Installation de 9 panneaux photovoltaïques en surimposition à la toiture

Le Maire de la commune de TAUVES

VU la déclaration préalable présentée le 04/02/2026 par VERTUHOME - HADJADJ Jérémie ;

VU l'objet de la déclaration :

- pour l'installation de 9 panneaux photovoltaïques en surimposition à la toiture ;
- sur un terrain situé les cotes 63690 TAUVES ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Plan Local d'urbanisme (PLU) approuvé le 18/03/2005, révisé le 19/01/2010 et modifié le 19/10/2012 et le 14/04/2021 ;

VU l'avis Favorable avec réserve de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 12/03/2026 ;

VU l'affichage en mairie du 05/02/2026;

Considérant la conformité du projet au regard du document d'urbanisme en vigueur ;

ARRÊTE

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision favorable sous réserve du respect des prescriptions émises à l'article 2.

Article 2 : Les prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France sont à appliquer :

La construction concernée par le projet est une construction de type pavillonnaire couverte en bac acier et située dans un ensemble bâti contemporain éloigné du centre ancien. Les panneaux seront installés en bas de pente sur une seule ligne. Ils seront de teinte noire uniforme (type Fullblack ou similaire) avec une ossature de même teinte afin d'éviter l'effet damier et de limiter leur impact visuel dans l'environnement.

TAUVES, le 24/03/2026

Le Maire,

Christophe SERRE



CERTIFIE EXECUTOIRE

Compte tenu

De l'envoi en Préfecture fait le : 27/03/2026

De la notification faite le : 27/03/2026

Affichage fait le : 27/03/2026

NOTA BENE : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme. Si tel était le cas, un avis d'imposition vous sera transmis ultérieurement par les services de l'Etat.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Durée de validité de la déclaration préalable : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme Le permis de construire, d'aménager ou de démolir est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification mentionnée à l'article R. 424-10 ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue.

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non-opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait : dans le délai d'un mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir, dans un délai d'un mois suivant l'affichage de la décision, d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

DP 063 426 26 00004

